

Corée du Nord/Après la nouveau test "réussi" par Pyongyang Trump dénonce un essai nucléaire "hostile"



Tout en le qualifiant d'hostile, le président Donald Trump réfléchissait hier à la réponse la plus appropriée à donner au nouvel essai nucléaire de Pyongyang... Photo de droite : ... Lequel a été présenté à la télévision publique comme "une parfaite réussite."

AFP
Washington/États-Unis

Pour le président américain, qui a mis en garde les pays faisant des "affaires" avec Pyongyang, toute politique d'apaisement envers cette dernière est vouée à l'échec.

LE président américain Donald Trump a dénoncé hier l'essai nucléaire "hostile" mené par la Corée du Nord, estimant que toute politique d'apaisement était vouée à l'échec et mettant en garde les pays qui "font des affaires" avec Pyongyang. Ce test, nouveau défi à la communauté internationale, a été "une réussite parfaite", a annoncé la télévision publique nord-coréenne. Quelques heures auparavant, le régime nord-coréen avait publié des photos montrant son dirigeant Kim Jong-Un en train d'inspecter ce qui était présenté comme une bombe H (bombe à hydrogène ou thermonucléaire) pouvant

être installée sur le nouveau missile balistique intercontinental dont dispose le régime nord-coréen. Le président américain, qui devait réunir à la Maison Blanche son équipe de sécurité nationale, parmi lesquels le secrétaire à la Défense Jim Mattis et "d'autres leaders militaires", a dénoncé "des actions dangereuses pour les États-Unis". A un journaliste qui lui demandait à la sortie de l'église, en cette journée nationale de prière pour les victimes de la tempête Harvey, s'il envisageait une réponse militaire, le président américain a répondu : "Nous verrons". "La Corée du Sud s'aperçoit, comme je le leur ai dit, que leur discours d'apaisement avec la Corée du Nord ne fonctionnera pas, ils ne comprennent qu'une chose !", a-t-il lancé sur Twitter à l'intention de son homologue sud-coréen Moon Jae-In, partisan d'un dialogue avec le régime de Kim Jong-Un. Seoul a demandé "la punition la plus forte" y compris

par des sanctions de l'Onu après cet essai. **AVERTISSEMENT A PEKIN** • Les experts estiment que l'option militaire contre le régime de Kim Jong-Un est extrêmement risquée, car elle pourrait provoquer une réaction en chaîne et un grave conflit régional. Alors que le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin évoquait de possibles nouvelles sanctions, le président américain a brandi le menace d'arrêter "tous les échanges commerciaux" avec "tout pays faisant des affaires avec la Corée du Nord". Le locataire de la Maison Blanche n'a donné aucune précision sur cette mise en garde qui apparaît impossible à appliquer à la lettre : la Chine, partenaire économique central des États-Unis, est destinataire de quelque 90% des exportations nord-coréennes. Le Conseil de sécurité de l'Onu a d'ores et déjà infligé sept trains de sanctions au Nord pour tenter de le contraindre à renoncer à ses programmes interdits.

Les États-Unis ont également commencé à frapper de sanctions des entités chinoises et russes, qui ont des relations d'affaires avec la Corée du Nord. Mais l'exercice est politiquement délicat vis-à-vis de Pékin. Le chef de la diplomatie Rex Tillerson américaine multipliait hier les contacts avec les pays alliés, a précisé sa porte-parole. Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres, a condamné ce qu'il a qualifié d'acte "profondément déstabilisant". Le président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel ont également prôné des sanctions bilatérales de l'Union européenne en plus de celles qui pourraient être décidées à l'Onu. Principal allié de Pyongyang, la Chine a "condamné vigoureusement" la nouvelle provocation de Pyongyang. Elle a également entrepris des contrôles de radiations nucléaires à sa frontière avec la Corée du Nord. **ORDRE MANUSCRIT DE**

KIM JONG-UN • Les agences géologiques étrangères ont d'abord détecté hier une secousse sismique d'une magnitude de 6,3 près du principal site nord-coréen d'essais nucléaires, à Punggye-Ri dans le nord-est. Pyongyang n'a jamais caché que ses programmes interdits avaient pour but de mettre au point des missiles balistiques intercontinentaux susceptibles de porter le feu nucléaire sur le continent américain. La télévision d'État nord-coréenne a diffusé une image de l'ordre manuscrit de Kim Jong-Un demandant que l'essai soit conduit ce 3 septembre à midi. M. Kim a souligné que "tous les composants de cette bombe H ont été fabriqués à 100% nationalement", selon l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA. Selon des spécialistes sud-coréens, la puissance de la nouvelle secousse était cinq à six fois supérieure à celle du précédent essai de septembre 2016, d'une puissance de 10 kilotonnes.

A travers le monde

• **Cambodge/Politique. Arrestation du chef de l'opposition**
Accusé de trahison, le leader de l'opposition cambodgienne, Kem Sokha, a été arrêté hier, a annoncé le gouvernement du Premier ministre Hun Sen, soupçonné de vouloir se débarrasser de ses opposants avant les élections de 2018.

• **Inde/Politique. New Delhi nomme sa première femme ministre de la Défense**



Le Premier Ministre indien Narendra Modi a nommé hier une femme, Nirmala Sitharaman, à la tête du ministère de la Défense, une première pour ce poste clé alors que les tensions continuent avec la Chine et le Pakistan.

• **Iran/Justice. Peine de 10 ans de prison confirmée pour trois Américains**
La justice iranienne a confirmé en appel la peine de dix ans de prison pour un Américain, deux Irano-américains et un ressortissant libanais pour "collaboration avec les États-Unis", a annoncé hier le procureur général de Téhéran.

• **Italie/Politique. Cinq étoiles se défend d'être "populiste"**
Le mouvement Cinq étoiles (M5S), qui ambitionne de prendre le pouvoir en Italie à l'occasion des élections législatives prévues l'an prochain, s'est défendu hier d'être "populiste" devant un parterre d'entrepreneurs italiens, réunis à Cernobbio, sur le lac de Côme.

• **Pakistan/Politique. Meurtre de Bhutto : la promesse de Musharraf**
L'ancien président pakistanais Pervez Musharraf a assuré hier qu'il retournerait dans son pays pour y être jugé, trois jours après avoir été déclaré "fugitif" à l'issue du procès sur l'assassinat de Benazir Bhutto en 2007.

• **Proche-Orient/Conflit. Décès d'un Palestinien blessé par des tirs israéliens**
Un Palestinien grièvement blessé début août par des tirs de soldats israéliens près de Bethléem en Cisjordanie occupée est décédé, a indiqué hier un responsable de l'Autorité palestinienne.

Pologne/Politique

Varsovie rejette le "chantage" sur les quotas de migrants de l'UE

AFP
Varsovie/Pologne

La Pologne est, comme la République Tchèque ou la Hongrie, visée par une procédure d'infraction lancée en juillet par Bruxelles.

LA Première ministre polonaise Beata Szydlo a rejeté hier le "chantage" de l'Union européenne visant à forcer la Pologne à accepter sa part des quotas obligatoires de répartition des milliers de demandeurs d'asile depuis l'Italie et la Grèce. "Nous ne saurions céder au chantage de nous couper

une partie des fonds européens pour nous punir parce que nous n'acceptons pas la relocalisation de migrants d'Afrique du nord et du Moyen-Orient", a affirmé Mme Szydlo dans un interview au magazine de droite Sieci, dont un extrait a été publié hier sur le site internet wPolityce. Le commissaire européen chargé des migrations, Dimitris Avramopoulos, avait annoncé fin juillet que Bruxelles avait déclenché une deuxième phase des procédures d'infraction lancées en juin contre Prague, Budapest et Varsovie pour leur refus de se plier à leurs obligations d'accueil. Les trois pays pourraient

faire l'objet d'amendes, ce qui reviendrait selon Varsovie à une coupe dans les fonds européens. "Les fonds européens et la politique de cohésion sont des piliers de l'Union européenne au même titre que la liberté de mouvement des biens et services. Nous y avons droit... Nous insistons donc pour que les traités européens soient respectés et nous rejetons le diktat des plus gros pays" sur la question des quotas, a ajouté la Première ministre. Les déclarations de Beata Szydlo interviennent trois jours avant que la Cour de justice de l'UE se prononce sur les recours intentés par la Hongrie et la Slovaquie

contre le plan de "relocalisations" lancé en 2015 pour soulager l'énorme pression migratoire pesant sur l'Italie et la Grèce. L'avocat général de la Cour a préconisé leur rejet. Le plan européen en question prévoyait de répartir jusqu'à 160 000 personnes en deux ans depuis l'Italie et la Grèce vers les autres pays de l'UE, avec des critères d'éligibilité restrictifs - il ne concerne ainsi que les demandeurs quasiment assurés d'obtenir l'asile, comme les Syriens et les Erythréens. En près de deux ans, seulement un peu plus de 24 000 demandeurs en ont jusqu'ici bénéficié, alors que plus d'un million de

migrants ont débarqué sur les côtes des deux pays méditerranéens lors de la seule année 2015. La plupart ont continué leur route vers le nord de l'Europe. La Pologne n'en a accueilli aucun. La Première ministre, membre du PiS conservateur nationaliste, a par ailleurs une nouvelle fois rejeté les accusations du président français Emmanuel Macron, selon qui Varsovie allait "à l'encontre des intérêts européens" sur de nombreux sujets. Des allégations "mensonnières, une horrible manipulation", a taclé Mme Szydlo, ajoutant : "Nous voulons être dans l'UE, nous y tenons".